

Notes pour une allocution du président de la FCFA, Jean Johnson
Conférence de presse d'annonce du *Sommet sur le rapprochement des francophonies*
canadiennes, Québec, 7 mai 2019

Madame la ministre,
Distingués invités et distinguées invitées,

La première fois que j'ai eu le privilège de rencontrer le premier ministre François Legault, en route pour le Sommet de la Francophonie à Erevan, je lui ai dit qu'il fallait qu'on se parle, le Québec et les communautés francophones et acadiennes. Il était d'accord. Quelques semaines plus tard, j'ai répété ce message à la ministre LeBel. Le fait que nous sommes ici aujourd'hui à annoncer un sommet sur le rapprochement montre que nous avons trouvé des interlocuteurs, mais aussi des partenaires. Je vous en remercie, madame la ministre.

Il faut dire qu'au moment où nous avons eu ces conversations avec le premier ministre Legault et la ministre LeBel, des crises linguistiques émergeaient dans différentes régions du pays. Je pense au discours tenu au Nouveau-Brunswick par un parti qui prône ouvertement un recul des droits et des acquis linguistiques des Acadiens et des Acadiennes. Je pense à l'élimination du poste de commissaire aux services en français par le gouvernement de l'Ontario et à l'annulation du projet d'université franco-ontarienne.

Ces deux dernières décisions ont généré au Québec une vague de solidarité envers les francophones ailleurs au pays. Une vague comme on n'en avait pas vu depuis longtemps. Après une motion unanime de l'Assemblée nationale, le drapeau franco-ontarien a flotté au Parlement du Québec. Il a flotté aussi aux hôtels de ville de Québec, de Montréal et de Gatineau. Je tiens à vous dire, d'ailleurs que les communautés francophones et acadiennes ont beaucoup apprécié ce geste de solidarité.

Cet élan de solidarité né d'une crise ne doit pas s'effriter une fois le premier moment d'émotion passé. Les remises en question de la place du français, qu'elles se fassent en Acadie, en Ontario, dans l'Ouest canadien ou au Québec, elles nous interpellent tous et toutes. Parce qu'au fond, ce qui est en jeu, c'est la légitimité de notre langue en terre d'Amérique. Parce qu'au fond, il n'y a qu'une des deux langues officielles du Canada qui est vraiment minoritaire dans le pays, et c'est le français.

Nous avons affaire à nous parler, parce que nous faisons face à des défis communs, des défis que les recensements illustrent très clairement. Ces défis, nous avons besoin de les relever ensemble, parce que c'est ensemble que nous avons créé cette présence française au fil des siècles.

Qu'on me comprenne bien. Plus de cinquante ans se sont écoulés depuis l'époque de l'entité qu'on appelait le Canada français, depuis les derniers États généraux de ce Canada français. Le Québec et les communautés francophones et acadiennes ont grandement évolué depuis ce temps. Le projet de sommet sur le rapprochement vise à créer une nouvelle solidarité dans le respect de tout ce que le Québec s'est donné comme outils de défense de la langue sur son propre territoire. Mais dans la reconnaissance que les communautés francophones et acadiennes sont, au même titre que le Québec, au front pour la défense et le rayonnement du français.

Après tout, même si des voix prédisent la disparition de nos communautés depuis plus de cinquante ans, nous sommes toujours là. Nous sommes toujours aussi déterminés à faire en sorte que nos enfants et nos petits-enfants parlent français et vivent dans cette langue.

Je souhaite que le sommet sur le rapprochement que nous annonçons aujourd'hui soit un moment de découverte. Que les Québécois et les Québécoises, dont plusieurs ignorent aujourd'hui jusqu'à l'existence de nos communautés, découvrent qu'ils ne sont pas seuls dans la lutte pour faire perdurer le français au Canada. Que nos communautés découvrent en le Québec un allié dont le leadership politique peut faire la différence pour nos luttes à tous et à toutes.

Nous sommes 10 millions à parler le français au pays, et nous sommes tous et toutes dépositaires de cet héritage. Cet héritage que nous avons tous et toutes le devoir de transmettre aux prochaines générations. Nous n'avons plus le luxe de travailler en parallèle. Il nous faut le faire ensemble.

Je nous lance aujourd'hui le défi de fonder cette nouvelle solidarité, née de l'urgence et de la détermination d'affirmer et d'assurer la place du français au Canada. C'est dans cet esprit que je vous dis : donnons-nous rendez-vous à Québec en juin 2020. Ensemble, nous pouvons faire de grandes choses pour la francophonie au pays.